

militer
2^{ème} partie
la question des chefs

F – La question des chefs : page 2

G – Un témoignage de valeur : page 8

H – Les militants et le parti révolutionnaire : page 12

Une question d'importance pour nous est celle des chefs. Dans la période de confusion totale où nous vivons, on entend tout et n'importe quoi. Pour les uns, il ne faut plus de chefs, car tout chef est en germe un dictateur. Ce qui pose évidemment nombre de problèmes quant à nos conceptions de l'organisation, du parti, ou plus simplement mais aussi plus gravement pour la direction d'une lutte, d'une grève.

J'ai longuement réfléchi à cette question. J'en suis arrivé à la conclusion que l'on ne peut pas discuter des choses n'importe comment. D'ailleurs, nombre de ceux qui déniaient au mouvement communiste d'avoir des chefs les vénèrent lorsqu'ils sont dans la société bien bourgeoise.

Mon raisonnement est que les nécessités de la lutte, que ce soit celle d'un comité de grève ou celle d'un parti ouvrier révolutionnaire, nous imposent l'existence de chefs. En allant plus loin, d'une manière générale, on n'a pas vraiment d'exemple de société humaine sans présence de chefs.

Evidemment, la société de classe et plus particulièrement la société capitaliste est bâtie sur une idée de prédominance de certains individus sur des masses d'êtres humains. Mais on trouve aussi des chefs dans les sociétés premières. Les hommes sont des animaux sociaux, ils vivent en groupe, et ces groupes sont eux-mêmes reliés entre eux. A ces deux niveaux, émerge le besoin d'individus jouant un rôle particulier. Il en faut pour assurer la cohésion et les aspects collectifs de la vie du groupe, il en faut pour représenter au moins à certains moments le groupe et ses volontés auprès des autres groupes voisins.

La difficulté pour nous qui vivons dans la société actuelle est qu'une confusion y est établie entre la fonction de chef et celle du pouvoir. Dans les sociétés primitives, les deux fonctions sont séparées. Le chef n'a pas de pouvoir. Le pouvoir, c'est le groupe qui en dispose et lui seul. Seul le groupe, réuni dans sa totalité, a le pouvoir de prendre une décision qui va entraîner des modifications dans la vie de chacun. Et a priori, ce n'est pas la majorité du groupe mais bien sa totalité qui a ce pouvoir. Une majorité n'a pas ce pouvoir. Si l'on ne parvient pas à déterminer une position unanime à tout le groupe, la décision est alors reportée pour une discussion ultérieure.

Ce fonctionnement n'a rien à voir avec celui que nous connaissons de la démocratie bourgeoise, parce que dans la société actuelle, seule une fraction de la société a le pouvoir. Et il n'est pas question de le donner à l'ensemble du groupe humain. Les divisions sociales entraîneraient immédiatement des conflits violents qui risqueraient d'aboutir à la destruction même de la société. C'est pour cela que tout le monde accepte, plus ou moins consciemment, de se plier à cette fameuse règle de la majorité, prétendument démocratique.

Dans le système démocratique bourgeois, il faut noter que ce n'est même pas la majorité électorale (même formelle et en réalité restreinte) de la population qui détient le pouvoir. Cette majorité ne fait que le donner à son élu. C'est l'élu, dans la société de classes, qui reçoit les pouvoirs au nom de la collectivité. Il n'y a absolument rien de tel dans la société première. Alors, pourquoi ces sociétés premières ont-elles tout de même un chef qui peut nous apparaître inutile – du moins en temps de paix- ?

On peut commencer à le comprendre en regardant ce qu'il doit faire. Il doit d'abord être un bon orateur. Sa fonction est de régler les conflits qui peuvent naître, de modérer les problèmes. A propos des Hurubu, Clastres reprend une observation de Huxley : *"C'est le rôle du chef d'être généreux et de donner tout ce qu'on lui demande : dans certaines tribus indiennes, on peut toujours reconnaître le chef à ce qu'il possède moins que les autres et porte les ornements les plus minables. Le reste est parti en cadeaux"* (Clastres 1974). On retrouve cette situation partout en Amérique du sud. Le chef indien ne peut donc pas être un roi fainéant. Pour répondre à la générosité qu'on attend de lui, il doit plutôt plus produire et échanger que les autres. C'est finalement lui qui travaille le plus. on note un privilège du chef, celui d'avoir droit à plusieurs femmes. Il est polygame.

Même la manière dont on écoute la parole du chef indique un refus de lui reconnaître une supériorité. Lorsqu'il parle, on ne lui prête pas vraiment attention, ou on feint l'inattention. On exige de lui qu'il ait un langage uniquement rassembleur, une sorte de célébration, inlassablement répétée, des normes de vie traditionnelles. Pas de pouvoir politique donc, et pas de pouvoir religieux non plus.

C'est le chamane, le guérisseur, qui incarne la religion dans ces tribus sans Etat d'Amérique du sud. Le chamane est *"à la fois respecté, admiré, craint. C'est qu'en effet il est le seul, dans le groupe, à posséder des pouvoirs surnaturels, le seul à pouvoir maîtriser le monde dangereux des esprits et des morts. Le chamane est donc un savant qui met son savoir au service du groupe en soignant les malades. Mais les mêmes pouvoirs qui font de lui un médecin, c'est-à-dire un homme capable de provoquer la vie, lui permettent aussi de dominer la mort : c'est un homme qui peut tuer. A ce titre, il est dangereux, inquiétant, on se méfie constamment de lui, on le rend immédiatement responsable de tout événement extraordinaire et, très souvent, on le tue, parce qu'on a peur de lui"* (Pierre Clastres 1974). Le chamane est donc lui aussi sous haute surveillance. La société maintient son pouvoir dans un cadre destiné à interdire qu'il se l'accapare.

Les Jivaro n'ont même pas de mot pour dire *"chef"*. En même temps, il n'y a dans la société aucune couche sociale différente, aucune catégorie qui profite du travail des autres, et aucune non plus qui est exploitée. L'autorité et les ordres, les Indiens savent très bien ce que c'est. Ils peuvent tout à fait se choisir un chef comme nous l'entendons, et lui obéir. Mais ils réservent ce fonctionnement uniquement aux situations de guerre. Ils se choisissent alors un chef de guerre. Une fois la paix revenue, le chef de guerre perd toute sa puissance et redevient un individu comme les autres.

Les Indiens ne veulent pas que ceux qui ont la charge de représenter les intérêts collectifs (chef de guerre, chef de paix, chamane) puissent profiter de leur fonction pour exercer un pouvoir social. Ils s'arrangent donc pour faire en sorte qu'ils n'en aient pas, ne puissent pas en avoir. C'est pour cela qu'on leur demande beaucoup. Le vrai pouvoir appartient à la société elle-même.

Aucun individu n'a le pouvoir. Mais il y a des chefs, car il y a besoin d'un chef de guerre, comme il y a besoin du chef religieux. Il y a besoin de ces chefs auxquels on dénie le pouvoir. De même, je suis persuadé aujourd'hui qu'il y a besoin de chefs, c'est-à-dire d'individus ayant une place et une fonction particulière, dans un comité de grève, dans un syndicat, dans un parti.

A Lutte Ouvrière, on a créé l'illusion qu'une grève de plusieurs dizaines, centaines ou milliers de travailleurs, pouvait être conduite de manière démocratique sans aucun chef. Mais c'est une falsification. Que l'on ait combattu l'ancien pouvoir des chefs staliniens ou des bureaucrates, soit, mais il ne faut pas s'illusionner : on a bel et bien eu besoin de mettre à la place une autre compétence, une autre direction, bref d'autres chefs.

Et je ne crois pas qu'il puisse en être autrement. Car sinon, on est dans un cercle vicieux. Seuls des individus particuliers peuvent accumuler l'expérience, la théorie, le savoir faire nécessaire à un mouvement d'importance. Ces connaissances ne s'improvisent pas au moment ou à la veille d'une lutte. Et l'immense majorité, pour ne pas dire, la totalité des acteurs du mouvement, y compris nombre de militants, en sont tenus à l'écart de par tout le fonctionnement social habituel. Donc, si on ne veut pas de chefs, on risque de ne pas avoir de mouvement tout court, ou des mouvements qui avortent vite. L'adversaire, lui, fonctionne de manière centralisée, en capitalisant les expériences passées. Le combat serait parfaitement inégal.

Tous ces aspects, ces contenus à la notion de chef, nous ne pouvons pas les renier. En clair, quand l'expression « *c'est un chef* » dit de quelqu'un qu'il est compétent, qualifié, à la hauteur, etc, on peut être d'accord. Par contre, et c'est là que se fait la confusion dans la vie courante, lorsque les gens parlent du chef comme de celui qui est là pour, systématiquement, décider, celui vers lequel on délègue tous nos pouvoirs et nos réflexions, là, nous ne devons plus être d'accord. Car la société fabrique des gens qui, bien évidemment, sont enclins à reproduire dans le militantisme ce qu'ils ont appris comme apparemment naturel dans la vie quotidienne et la vie sociale.

En résumé, chef dans le sens d'être capable de faire un « *chef d'œuvre* », de réaliser un travail de qualité, on veut bien, mais chef comme le sont les millions de petits et grands chefs dans la société, au-dessus des autres, dont l'auréole provient du pouvoir et de son exercice, eh bien là c'est non.

On pourrait croire, avec une vision un peu rapide, que le problème n'en est pas un, ou n'en a pas été un dans le mouvement ouvrier. Mais si l'on y regarde de plus près, il y a hélas eu là aussi confusion. Et les partis concernés n'ont guère lutté pour distinguer chef et chef. Pire, dans nombre de situations, on a cru bon de jouer indifféremment sur les deux tableaux.

Sauf que l'adhésion d'un ouvrier de la masse peu cultivé aura d'abord tendance à se faire sur la valeur chef-homme de pouvoir, sur le discours, la personnalité, la carrure, la prestance, toutes choses qui ne sont jamais à sens unique. Avec ces attitudes et en complément, les nourrissant, vont la reconnaissance du chef par les autres, la manière d'en parler quand il n'est pas là, et une autre quand il est là, le fait de mettre en avant un filtre qui sera un écran à une part de la réflexion critique et intellectuelle. La confusion des genres, l'acceptation du chef hiérarchique aura donc toujours comme aboutissement la victoire écrasante de cette seconde notion sur la première. De même que l'acceptation dans un parti de classes sociales antagonistes sans se donner des règles pour en contrer les effets donne vite le pouvoir aux représentants de la classe socialement supérieure.

Les choses peuvent et ont été encore plus loin, jusqu'au culte de la personnalité. Là, le problème devient évident et tout le monde est d'accord aujourd'hui pour s'en indigner.

Dans toute lutte qui surgit aujourd'hui, et encore pour longtemps, il n'est pas vrai du tout qu'il y ait égalité entre les gens qui en seront les acteurs. Les infos par internet ne seront accessibles que pour une minorité ; même par écrit, tout le monde ne lit pas non plus, ou pas avec la même facilité, sans parler de langues différentes, qui nécessiteraient des efforts énormes de traduction, dont ne se privent pas d'ailleurs les bourgeois par exemple au Parlement de Strasbourg.

Il en découle une première tâche, qui peut paraître paradoxale, mais qui à mon avis incombe au chef digne de ce nom : celle d'inverser ces tendances, et de rendre dès le début d'un mouvement les choses de plus en plus égales pour tous. Cette préoccupation doit faire partie des soucis qui relèvent de la compétence du chef ouvrier, de chef au service de l'émancipation.

Mais ce chef, si l'on ne veut pas retomber dans les tares et les défauts de l'ancienne société, doit éviter un premier écueil. Il n'a pas le droit d'abuser même de sa participation plus importante que celle des autres, même de son engagement plus résolu peut-être pour la cause défendue, pour trahir, ou modifier un tant soit peu la volonté définie collectivement. Or, c'est ce que tout le monde fait, des syndicats à LO et aux autres, car tous cherchent à gagner, le plus facilement possible, du pouvoir.

Un chef n'a pas à chercher à gagner de l'influence, du pouvoir. Un chef doit être surveillé du coin de l'œil pour n'en pas gagner, dès qu'il est chef. Ca, c'est le travail des non chefs, c'est-à-dire de tous. On a besoin du chef, on est obligé d'en passer par lui, mais raison de plus pour lui interdire d'en profiter à titre personnel, même pour la gloire. Car la gloire, dans cette société, est déjà un élément de pouvoir.

Il peut souhaiter recevoir de l'estime pour le travail qu'il fournit, c'est humain. Mais à une condition, c'est de s'être effectivement interdit de profiter de l'occasion pour en tirer un pouvoir quelconque. L'idée donc du comité de grève démocratique est bidon, si elle ne dit pas tout cela, nettement, régulièrement, en s'appuyant sur des exemples concrets au fur et à mesure du mouvement. Or ce problème n'est jamais abordé. Pourtant des hommes et des femmes, naturellement, ont cette attitude, cette modestie naturelle, ce respect profond des autres qui les fait se mettre en retrait tout en se dévouant aux autres.

Le chef est d'abord un homme de parole. Il doit savoir parler, déjà, avant que l'affaire ne commence, car le mouvement est essentiellement de la parole, une parole nouvelle que prennent des gens qui ne l'ont pas jusque là, ni seuls ni ensemble.

Dans une réunion (j'entends ici dans le cadre d'une lutte collective, ou même dans un cadre d'un type syndical ou associatif -amicale de locataires), le chef doit développer son génie à la circulation de la parole. Il doit tout d'abord se soucier de la faire naître, de la faire naître chez tous ceux qui ont quelque chose à dire et envie de dire quelque chose. Il doit avec dextérité raccourcir les temps de parole des parleurs professionnels (militants, syndicalistes), de ceux dont le milieu social les prédispose à une parole facile et volubile. Il doit, tout en les respectant, les empêcher d'interdire la parole des autres, de fait, ne serait-ce que par l'impression que va exercer la leur, le ton assuré qu'ils ont, etc.

Il doit également veiller à ce que la décision à prendre ne soit pas prise encore s'il sent, s'il sait que certains qui hésitent à parler ne se sont pas exprimés. Car ils seraient alors forcés par cette décision, au lieu qu'elle soit vraiment unanime. Il doit donc savoir susciter la

prise de parole par les moins habitués, en parlant lui-même de manière simple, accessible, « reprenable » par les autres.

Souvent, les gens simples qui prennent la parole tapent « à côté » de ce qu'ils souhaitent vraiment dire et disent les choses d'une manière un peu décalée, ou encore ils ne parviennent pas à exprimer exactement la revendication fondamentale à laquelle ils aspirent : il est donc important de redire ces choses mieux encore que les gens n'y ont finalement réussi. Alors, à travers la parole collective, notre « chef » doit juger par lui-même quelle est l'idée qui ressort derrière les mots, les arguments, les attitudes, et il faut la dire, ou la redire avec des mots qui vont convenir à tous. Ainsi, il va démontrer à tous qu'il a compris ce qui a été dit par chacun et en même temps qu'il a su dégager ce qui peut se dire en commun en tant que conclusion, et préparer ainsi une décision, un vote, une action.

Il faut pour cela beaucoup de métier, c'est-à-dire beaucoup d'expérience, ce qui signifie engagement, disponibilité, etc. Il faut donc énormément de respect, d'écoute et de compréhension des autres. Toutes choses de fait bien rares, et qui encore une fois limitent le nombre possible de chefs.

Tout ceci ne doit pas empêcher notre chef d'avoir son avis personnel, sa parole personnelle donc également. Mais le chef que nous pouvons nous donner doit bien circonscrire l'un et l'autre, et ne pas profiter de sa place et du fait qu'il se retrouve le mieux placé pour parler pour entraîner les gens et les embobiner – c'est le plus souvent le cas- en mélangeant tout et en se refusant à bien distinguer ce qu'il dit à son compte et ce qu'il dit qui résume le dit et le non dit collectif. Il est facile de profiter de la facilité de parler, dans les milieux pauvres notamment, pour glisser de l'un à l'autre, et imposer ainsi son avis, en tout ou partie, de manière abusive, sans avoir convaincu en réalité.

Une fois cette parole de la collectivité mise à nu, devenue parole claire et publique, sortie de la gangue de la discussion, et dite par le chef -qui devient chef de cette collectivité effectivement réunie à ce moment-là-, il faut ensuite « tenir parole », tenir à cette parole, se soucier que les actes et les discours qui vont se tenir d'ici la prochaine occasion de cette vie de démocratie collective, respecte bien le fond et la forme décidées et formulées alors.

Il faudra se battre pour avant tout faire respecter la parole émise collectivement. Il faudra le faire devant l'adversaire, la personne matérielle ou morale contre laquelle le combat se mène. Il faudra se battre aussi face à qui que ce soit qui pourrait –et cela va se produire vu tout ce que fabrique la société- chercher à profiter de l'anonymat retrouvé entre deux AG pour tenter de jouer au chef au sens de prise d'un pouvoir plus ou moins étendu, car c'est alors évidemment plus facile que devant l'AG, l'assemblée de ceux qui participent au mouvement..

Tout sera bon ; la vie est telle qu'elle crée en permanence des occasions, pour permettre à un chef de circonstance, non reconnu et non accepté ni mandaté pour cela, de tenter de s'imposer, au nom de la hiérarchie sociale, de la compétence, de la famille, etc, proposer, en s'appuyant sur des problèmes de calendrier, au prétexte que survient un « imprévu » qui n'aurait pas été discuté. Il faudra donc que ces points aient sur le fond été discutés suffisamment par avance, mais cela n'empêchera pas qu'il sera toujours nécessaire de se cramponner à ce qui a été discuté, décidé.

Rien de tel pour démoraliser les gens dans un mouvement que ceux qui ont de belles paroles puis « *ne tiennent pas parole* ». Par contre, seront vus d'un regard neuf, le seul porteur d'avenir, ceux qui tiennent parole et qui tiennent en particulier à la parole collective.

On est chef si l'on réalise ce travail, pour une réunion. Cela ne nous rend pas chef permanent, ni pour la réunion suivante, ni pour l'ensemble d'un mouvement. Il est souhaitable, et souvent possible vu la durée des mouvements, de laisser la place à l'exercice d'autres, tout en restant soi-même vigilant.

J'ai regroupé ici quelques extraits de passages écrits par Willy, Wilhelm Gengenbach, militant communiste issu du bas de l'échelle sociale en Allemagne, que nous avons côtoyé à la fin de sa vie (seul un premier volume de sa biographie, dont nous avons en charge l'édition, est paru chez Acratie). Il tire des leçons de 70 ans de militantisme révolutionnaire, autant dire un siècle. Son œuvre est régulièrement éclairée par une réflexion sur le problème des chefs dans le mouvement ouvrier.

Mais Willy ne donne pas une solution aux nombreux problèmes liés à cette question. Par exemple, il semble répéter que la décision d'une politique doit incomber aux militants de terrain. Ce qui impliquerait qu'il accepte l'existence d'autres militants. Mais à quelle tâche les attribue-t-il ? A quelles conditions un parti ne serait pas inféodé à des bureaucrates ? En tout cas, ses réflexions sont assez rares et déjà suffisamment pertinentes pour mériter d'être largement citées ici :

Selon moi, un révolutionnaire ne reconnaît pas, n'admet pas de quiconque qu'on lui impose un écrit ou une parole comme parole d'évangile et comme vérité immuable et définitive. Pas à moi en tout cas. Nous sommes seuls habilités, nous qui nous battons sur le tas, à savoir ce que nous avons à faire, et à en tirer les conclusions théoriques qui s'imposent. Ni Marx, ni Engels, ni Rosa Luxemburg que j'ai beaucoup lus et étudiés, ne s'érigeaient en maîtres. Ils me donnaient simplement des indications, me mettaient l'esprit en éveil, mais ne me dictaient dans aucun de leurs ouvrages : "Voici la vérité, mets-toi à genoux et tais-toi". Je ne le ferai jamais, ni face à un événement, ni face à un groupe d'hommes.

Non, nous ne sommes pas une église, et nous ne serons pas plus les sujets de princes d'un nouveau genre dans notre mouvement. Oui, nous sommes et serons des hommes d'un type nouveau dans notre façon d'agir, de penser et de vivre ! C'est ça être révolutionnaire et briser le vieux monde, y compris dans nos têtes.

C'est pour nous apprendre des choses mutuellement que nous sommes réunis et c'est l'objet de toute rencontre entre communistes.

Je ne suis inféodé à quiconque et mes camarades, avec lesquels jusqu'à ce jour je me suis battu contre l'ennemi de classe et ses larbins, ne le sont pas non plus.

Vous faites référence à Trotski. Mais je n'en ai rien à foutre ! Je n'en ai rien à foutre de Staline, je n'en ai rien à foutre des Führers !

Que la base et les peuples aient seuls le pouvoir de décision, et ce jour-là nous serons certains de changer le monde.

Je ne démordrai jamais de l'application de ce principe fondamental, "Ni Dieu, ni César, ni Tribun !". Je le répandrai, pour que tout communiste le mette en pratique. Sinon, nous porterions en germe l'échec de la révolution et de l'émancipation des peuples, pour des temps infinis

Il faut tuer le vieux monde en nous.

Ce n'est pas, et ce ne sera jamais révolutionnaire, que de pratiquer le culte de la personnalité, Tout communiste qui tolère cela, quel que soit son rang, est un corrompu.

Lire l'Huma le matin et faire ton évangile de ce qui est écrit dedans ne fait pas le militant. C'est au pied du mur qu'on voit le maçon !

Le vieux monde survit dans la tête d'un certain nombre d'individus, en URSS comme dans nos rangs. Il est d'ailleurs nécessaire que chacun d'entre nous se remette en question pour chasser ce vieux monde en lui.

Nous sommes des milliers de militants de base qui font la force du mouvement communiste international. Nous sommes leur raison d'exister. Sans nous, ils ne seraient rien. Les camarades qui m'avaient fait adhérer m'ont averti dès que j'ai signé mon bulletin d'adhésion. Ils me disaient : "Tu es au service des masses ouvrières, et le Parti est un instrument pour cela. Si tu deviens cadre du Parti, tu ne seras plus un fidèle et loyal serviteur de ta classe, et tu seras tenté par la carrière". Tu as été dévoré par l'ambition et le pouvoir, Vous autres, vous êtes comme les généraux des armées bourgeoises, loin du feu, tout occupés à consolider vos postes et vivre en parasites sur notre action militante quotidienne.

D'Albert Einstein : "Pour pouvoir être un impeccable membre d'un troupeau de moutons, il faut avant tout être un mouton". Pour être un irréprochable communiste, il faut avant tout être vigilant afin de combattre dans nos rangs le moindre germe du culte du chef !

Il faudrait que des dizaines de milliers, voire des centaines de milliers de militants de base soient armés d'une solide éducation et d'un esprit critique et indépendant, et soient sur leurs gardes à tous les instants. Qu'avec eux, nous soyons à même de tirer les masses de ce marais d'ignorance où elles sont plongées, maintenues depuis des siècles

Dans tous les Partis qui prétendent défendre les masses laborieuses, il y a des militants pour qui obéir et la fermer est sacré et la qualité suprême du militant. Moi, ça m'a toujours révolté. Je juge cela incompatible avec mon engagement. Le Parti n'est pas une formation militaire. Et quand on me dit que la discipline est la force principale, j'explose. C'est comme cela que le conçoivent ceux qui sont à la tête de nos organisations. Culte de la personnalité, de la leur, bien entendu, n'agir et n'exécuter que ce qu'ils considèrent, eux, comme la politique du Parti. C'est reprendre tout simplement ce qui est intrinsèque à l'ordre bourgeois, son idéologie. De l'autoritarisme venant d'en haut et pesant sur tous ceux de la base. C'est bafouer notre objectif même, l'édification d'une société socialiste, avec la disparition des classes, sans l'ombre donc d'une hiérarchie en quoi que ce soit. Pour nous, il n'y a pas de raison d'Etat, mais une discipline librement consentie qui ne peut être sans que chacun formule des idées, émette des propositions. Et ce n'est pas tout. L'écoute est le fondement du respect de l'autre et de soi-même. Sinon on se déshonore en déshonorant l'autre. Vive l'esprit critique et la critique à tout instant. Consulter, informer, être attentif, être vrai. D'accord, chacun peut se tromper. Il faut donc parfois s'incliner devant l'évidence de son erreur, d'un désaccord entre les membres. En chercher les raisons, et admettre que l'un ou l'autre la trouve. Mais pas le règne du prestige d'aucun chef, ni d'aucun membre quels que soient ses mérites. Voilà la cause de notre fiasco tant en Espagne, qu'en France et en Allemagne. Nous avons une doctrine, et pas une religion. Et cela exige une réflexion incessante pour progresser, et une remise en cause de nous-mêmes. Il en va de la vie de millions d'hommes, dont le capitalisme n'a cure.

Mon expérience personnelle m'avait enseigné que l'illégalité contraindrait le véritable militant à prendre des décisions personnelles et en toute liberté. Débarrassé du carcan institutionnel, agir en homme libre et sans entrave au service des masses et non de l'appareil. Tout au plus se concerter avec quelques camarades sur des actions à mener, et y faire participer des gens de toutes tendances, tout autant que nous intéressés à la chute et la fin du fascisme. Agir en toute indépendance. C'est-à-dire par un apport constant d'idées individuelles, au lieu de cette discipline au service de l'appareil, qui s'identifie à cette raison d'Etat sur laquelle est bâtie la démocratie bourgeoise. Car elle a irrémédiablement pour conclusion l'effacement de toute critique et aboutit au même fétichisme, à la même religion du culte des chefs dans le parti. J'accepte la discipline librement consentie, après un débat

intérieur en moi-même. Je sais qu'il faut parfois aussi se taire, voire se ranger, quand tous les militants de la base se sont mis d'accord après consultation de chacun, qu'ils aient été informés honnêtement. Mais ce devrait être sans avoir subi de pression de la part d'une instance supérieure. Et selon moi, celle-ci ne devrait jamais exister ou avoir à se manifester dans un parti comme le nôtre. Dès la victoire de la révolution d'Octobre 1917, s'imposa l'idée d'une infailibilité tant de Lénine que de Trotski, que je n'ai jamais accepté. Je suis au service de ma classe, et c'est elle que je consulte. C'est à elle que je me dois et à personne d'autre.

A part pour Engels, Marx, et Rosa Luxemburg, je ne faisais un culte de personne.

Ce qui nous a empêché de faire échec au fascisme en Allemagne, je peux en témoigner, ce n'est pas l'illettrisme. Il n'y en avait pas dans ce pays aussi industrialisé. Mais c'est un autre analphabétisme politique et culturel, le réflexe ancestral de la soumission instinctive aux chefs quels qu'ils soient, voilà ce qui nous a fait échouer. Un autre commandement, à mes yeux, c'est de faire partager aux masses le savoir tiré de nos multiples expériences. Bien sûr, une des conditions est de ne pas le faire en maître d'école, mais en semblable, et en usant du langage qui est le leur.

L'infailibilité, non merci, ce n'est pas dans mes goûts, depuis mon adhésion déjà

Il est hors de question que je ne sois pas considéré sur un pied d'égalité, en toute occasion.

Je pense par moi-même. Je ne serai jamais un perroquet répétant mécaniquement les propos et les écrits de ces géniaux grands penseurs. J'entends être écouté et écouter les camarades qui se battent avec moi au quotidien. Nous ne possédons pas la plus petite parcelle d'exclusivité dans ce combat

Il n'est pas de sauveur suprême, Staline non plus

La lutte se mène aussi bien à l'intérieur du mouvement communiste international qu'à l'extérieur, contre l'ennemi de classe. Moi, j'ai besoin de ceux qui me sont semblables pour lutter. Et ceux-là, on ne les trouve qu'au Parti.

Il faut aller là où se trouve la masse. C'est elle qui préserve et a pour objectif la révolution

A mes yeux, le communisme n'a jamais été la propriété d'un Parti, ou d'un individu. Il est à tous, femmes et hommes victimes d'un système criminel capitaliste, y compris sous le masque d'une démocratie bourgeoise. En tant que révolutionnaire, je considère comme mon devoir de le leur faire connaître et qu'il devienne la propriété des masses. Nul doute que lorsqu'elles s'en empareront, il sera réalisable, et s'établira une société de justice et d'équité humaine. Je ne pense pas qu'elles ont besoin d'un Parti, surtout s'il s'agit d'un cadre rigide, où la tentation d'abus de pouvoir est flagrante, avec des personnages qui prétendent posséder l'infailible vérité. Débarrassons-nous de ceux qui fonctionnent ainsi, et renvoyons les camarades qui occupent des positions clef à la base. Tout au plus, notre rôle peut et doit être celui de pédagogues et d'éducateurs vis-à-vis de ceux munis de moins de connaissances que nous. Il est grand temps que nous changions cette manière de fonctionner des communistes du monde entier. J'ai acquis la conviction profonde que seuls les camarades avec lesquels je suis engagé dans l'action au quotidien sont habilités à intervenir, à voir ensemble si nous sommes sur la bonne voie, et cela en consultant en permanence le peuple, qui décide en dernier lieu, et personne à sa place.

Il y a des Staline -De Gaulle, etc- partout. Et depuis des millénaires, les masses s'y sont docilement pliés ! Il nous incombe de résoudre ce problème, tous ensemble !

Je suis loin encore de pouvoir donner un avis sur ce que pourrait et devrait être un parti révolutionnaire de l'avenir. Que faut-il garder du passé et que faut-il changer ? Faut-il garder l'idée de centralisation ou la remplacer par l'idée de réseau ? Ce sont d'autres grandes questions. En attendant que nous ou d'autres y apportent des réponses réfléchies, pertinentes, animées d'une volonté révolutionnaire, le mieux est de préserver l'acquis du passé, en évitant d'en faire un modèle sacré, simplement parce que c'est une méthode scientifique que de conserver une vieille théorie lorsque l'expérience nous dit qu'elle pose des problèmes et tant qu'on n'a pas étayé une nouvelle théorie qui règle les doutes tout en ne perdant rien de l'efficacité de l'ancienne théorie.

On n'abandonne jamais une vieille théorie sans avoir eu le temps d'en construire une plus jeune, plus complète, plus satisfaisante. Cela demande des vérifications, des expériences donc, c'est-à-dire du temps. D'ailleurs, la science ne s'est bâtie par l'effondrement des vieilles théories, mais par leur remaniement, plus ou moins important. On ne repart jamais de zéro. On a au contraire absolument besoin de tout l'édifice précédent pour nous aider à en bâtir un plus conséquent encore. C'est en tout cas avec l'ensemble du vieux capital en tête, bien maîtrisé, que l'on peut avancer. Et pas seulement en élaborant une liste de problèmes qui nous semblent nouveaux ou imprévus.

La mode, en ces années 2000, c'est de prétendre que l'idée même de parti est ringarde, dépassée, que c'est quelque chose d'inutile, de nocif. Lors des élections présidentielles de 2007, les candidats des grands partis sont tous apparus sans leur parti. Leur succès a été dû au fait qu'ils ont joué chacun de leur côté celui qui s'opposait à son parti : Ségolène Royal s'opposait aux éléphants du PS, se permettant de n'être que le fruit de sondage. Nicolas Sarkozy a rué dans les brancards de la chiraquie durant deux ans au moins avant sa candidature officielle. Et François Bayrou aussi s'est fait passer pour un opposant au système, au parti, laissant d'ailleurs la majorité du sien tomber dans les bras de l'UMP.

Dans sa profession de foi du second tour, Sarkozy écrit en parlant de ses 11 millions de suffrages du premier tour : « *Un immense espoir s'est levé dans le pays (...) Il dépasse tous les clivages des partis.* » Et il conclut ainsi : « *Si je suis élu, je ne serai le Président d'aucun parti, d'aucune idéologie (...) Je serai le Président du peuple français...* »

Sarkozy 2007, c'est à la fois le sauveur suprême et la fin des partis politiques. Et Ségolène Royal ? Pareil ! « *Vous le savez, dit-elle dans sa profession de foi concurrente, je suis une femme libre et sincère. Je ne suis l'otage d'aucun clan, d'aucun groupe de pression, d'aucune puissance financière* ». Aucun clan, pas même le Parti socialiste, dont le nom n'apparaît pas une fois sur la double feuille. Ni le mot parti, ni même le mot socialiste tout court.

Et elle conclut en donnant cette vision de la politique sans parti : « *Cette France neuve, c'est la France Présidente qui écoute et replace les citoyens au cœur de l'action politique, qui mobilise tous leurs talents, etc, etc* »

Mais la réalité, elle, nous dit autre chose. La force de ces candidats, elle vient de partis tout à faits réels, de militants bien encartés, d'organisation parfaitement structurée et

disciplinée qui font le relais, organisent meetings, réunions, conférences de presse. Sarkozy et Royal avancent masqués, comme s'ils étaient chacun seul, et cachent leur sexe : chacun a un parti à son service. Et si ce parti, dans le cas du PS, ou de certaines branches de l'UMP, le font à contre cœur, alors qu'ils auraient souhaité placer à ces places un autre candidat, ils le font quand même. Car tout le système fait que ce sont des hommes de ces partis qui vont exercer la réalité du pouvoir, des pouvoirs en cascade, à travers tout le pays.

Au bon peuple, on crie à tue tête qu'il ne faut plus de parti, mais le parti, les castes au pouvoir en disposent pour eux-mêmes. Alors, il y a de quoi douter au moins de leur sincérité. Le parti, ils s'en arrogent l'exclusivité en essayant de nous convaincre que ce n'est pas bon pour nous.

En tout cas, pour l'heure, mon sentiment est qu'il est plus que probable que l'idée de la nécessité d'un parti pour les exploités restera bel et bien nécessaire, indispensable.

En tout cas, pour en revenir à l'idée de « *chef* » que j'ai développée ci-dessus, dans le cas de la construction d'un parti révolutionnaire, cela voudra forcément dire des préoccupations particulières pour ce qui concerne les membres d'un tel parti. On ne peut envisager des chefs humbles et contrôlés que si les militants sont eux éveillés, actifs, attentifs et demandeurs de compte. Chefs et militants entrent dans une même et unique relation. On ne peut pas avoir un chef sans pouvoir –et c'est ce qu'il faut si on a des chefs- si les militants sont en permanence à vouloir attribuer tous les pouvoirs à leur « chef ».

Sur ces problèmes, je ne crois qu'il y ait des choses fondamentalement nouvelles à découvrir. Le mouvement ouvrier a un passé suffisamment riche pour qu'on y trouve des éléments de réflexion, de discussion, des débats, autour de ces questions. Mais c'est la place accordée à ce problème qui doit changer. Elle doit passer au premier plan. On doit le poser et le reposer en permanence, autant que par exemple le choix de la politique que l'on doit mener.

Car c'est l'ensemble des militants qui doit agir et se contrôler mutuellement sur ce problème. L'héritage de la société nous oblige à en passer par des chefs, mais nous ne devons surtout pas nous satisfaire de cet état de fait. Nous devons le surveiller comme le lait sur le feu.

Il nous faut combattre une idée extrêmement répandue. Cette idée, c'est celle du sauveur suprême. L'extrême gauche croit s'en être défait parce qu'elle chante l'Internationale. En réalité, dans les organisations d'extrême-gauche, du moins chez les trotskystes, mais aussi parmi les autres groupes, y compris les anarchistes qui prétendent lutter contre ce fléau, c'est bel et bien le culte du chef qui prévaut (simplement, chez ces derniers, les chefs sont peut-être plus nombreux)

Le militant de l'avenir, c'est un militant qui se fait son propre avis. Il faut des années pour y parvenir. Mais ce qui compte, c'est d'en prendre le chemin, c'est que la majorité des militants prenne ce chemin, que la vie du parti soit une vie qui pousse à cette liberté, cette individualité.

Or, force est de constater que, du PCF à LO, ceux que nous connaissons nous montrent une inclination contraire. Au début de son appartenance à son organisation, le militant connaît une certaine vie intellectuelle, il hérite d'idées qui viennent d'ailleurs, il discute, critique, réfléchit, se laisse convaincre seulement par le moyen du débat réfléchi.

Mais plus le temps passe et plus ce sont d'autres boussoles qui vont remplacer cette discussion, ces critiques.

L'obéissance, la discipline, le culte des chefs, voilà les plaies réelles. On voit de plus en plus la direction comme la mieux qualifiée pour définir une politique, et l'on penche vers la voie de la facilité en se contenant de « faire confiance ». On subit la pression de la soi-disant efficacité et on accepte insidieusement l'idée que la discipline est une vertu, puisqu'elle permet à l'organisation d'agir de manière plus coordonnée. Puis de la discipline dans l'action, on passe hélas souvent à la discipline dans la pensée. Et l'on accepte alors sans broncher qu'une direction sanctionne un camarade ou un groupe de camarades parce que leur vision est différente.

Il faudrait relire et re travailler ce sujet en ré examinant particulièrement le parti bolchevique. Mais il me semble que dans ce parti, les militants ne se privaient ni de critique politique, ni même d'agir indépendamment de la direction en cas de désaccord. Peut-être les auteurs ont-ils idéalisé la vie de ce parti. Peut-être était-il effectivement un modèle, mais dans le sens qu'il n'a plus jamais été reproduit. Car où aurait-on cette liberté, cette critique, et en même temps cette solidarité totale ?

On ne peut agir par discipline que si on le veut bien, si on est suffisamment convaincu. Verser dans une discipline qui ne repose que sur une confiance absolue, c'est devenir un petit soldat. Et fabriquer un parti de soldats, c'est tout sauf faire une organisation révolutionnaire. C'est tout simplement refaire ce que fait cette société partout : efficacité, rendement, obéissance, délégation de la réflexion et de la décision, aux spécialistes reconnus, fabrication de chefs spécialisés dans l'élaboration politique.

La politique ne doit pas, ne doit plus être élaborée par une direction spécialisée dans le parti. C'est trop dangereux. Ceux qui le feraient deviennent convaincus qu'ils sont des petits dieux, même si cela ne peut se dire, évidemment. La politique doit s'élaborer en présence d'une masse de militants, et en particulier de ceux issus des couches exploitées. Les idées doivent surgir de leur bouche. Leur parole doit accoucher de la politique du parti.

Ce n'est pas une utopie, car nous disposons d'un capital énorme, tout le passé du marxisme, qui permet à chacun d'appréhender assez vite la théorie et ses subtilités. Une direction restreinte n'est nécessaire que pour organiser les modalités de l'action. Mais ces modalités doivent être le fruit d'une parole ouvrière, d'une parole de masse, de la parole des militants, de la base dans son ensemble. Et cette base doit se considérer comme le sommet, comme la responsable, et contrôler, surveiller, se méfier de la direction restreinte, et vérifier à chaque pas qu'elle reste bien cantonnée dans un rôle de mise en application.

Quitte à prendre le risque de faire de graves erreurs, il faut obliger la base à assumer cette responsabilité. Car elle va chercher à s'en défaire, à utiliser la direction les chefs, pour leur faire assumer ces risques.

Oui, c'est l'élaboration même de la politique qui doit venir de la base du parti. Au lieu de quoi, ce que l'on connaît, c'est exactement l'inverse : la direction élabore en comité restreint cette politique, puis la soumet à la base, sous formes de textes à voter ou adopter. Il y faudra des années, des pertes de temps apparemment énormes ? sans doute, mais il faut absolument trouver les moyens de changer cette vieille donne.

Seule une base qui a établi sa politique saura la mener comme il faut.

De même que l'acceptation des chefs aboutit inéluctablement à cette maladie ouvertement déclarée qu'est le culte de la personnalité, l'acceptation trop prolongée d'une direction politique sans esprit critique aboutit inéluctablement à l'idée que le parti est sacré. Et l'on finit par le concevoir comme l'aboutissement suprême de l'action militante. Dès lors, la maladie déclarée est là qui rend tabou toute critique sur le parti.

Non, le parti n'est qu'un moyen, comme l'existence de chefs est un moyen. Ce sont des moyens transitoires, dangereux, à mettre sous surveillance et sous surveillance critique réelle. La vénération pour le parti, on l'a oublié aujourd'hui, car nous vivons une période de réaction sur cette idée de parti. Mais c'est quelque chose qui a été unanimement partagé dans les divers courants du mouvement ouvrier.

Eh bien non, un militant doit pouvoir vivre à tout moment sans parti, ou hors du parti.

Novembre 2008